

ABONNEMENT.

Saumur :	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8
Poste :	
Un an	35 fr.
Six mois	18
Trois mois	10

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;

A PARIS,
Chez MM. RICHARD et C^o,
Passage des Princes.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne	30 c.
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES :

Du droit de refuser la publication
des insertions reçues et même payées,
sans restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit de modifier la rédaction
des annonces.

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;

A PARIS,
Chez MM. HAVAS-LAFFITE et C^o,
Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis con-
traire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en tim-
bres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

7 Septembre 1873.

Bulletin politique.

L'Assemblée nationale fait un appel pres-
sant à tous les conservateurs, afin que cha-
cun travaille, dans la mesure de ses forces
et de son influence, à la bonne et prompt
solution du problème qui doit prochaine-
ment décider de l'avenir du pays. Nous sou-
haitons vivement qu'aucun Français ne reste
indifférent dans une aussi grave question.
Aujourd'hui elle est bien posée.

Il nous appartient de la maintenir sur le
terrain de la monarchie, qui est son vrai
terrain, et de ne pas permettre, par notre
mollesse, qu'elle dévie du côté de la Répu-
blique.

« L'heure solennelle d'une lutte décisive
pour la fortune de la France sonnera pro-
chainement. Quand la destinée d'un pays est
engagée tout entière, regarder faire, c'est le
péris, — agir, c'est le salut ; — s'abstenir,
serait un crime de lèse-patrie.

» Trois partis sont en présence.

» Le parti national, dont l'imposante ma-
jorité grandit dans nos provinces, réclame
la monarchie comme l'unique garantie de
notre prospérité intérieure et de notre légi-
time influence dans les conseils de l'Eu-
rope.

» Le parti radical, aveuglé jusqu'au point
de ne pas voir qu'il fait contre nous le jeu
de l'étranger, prétend nous enchaîner sous
les fourches caudines de la République, dans
l'humiliation de nos désastres, dont il est
l'auteur, et dans l'abîme de ses doctrines
anti-sociales.

» Le parti des hésitants, des tièdes et des
trembleurs se condamne à former par sa
coupable inertie l'appoint du parti radical
qui le dévorera un lendemain de son triomphe.

» Par conséquent, il est de suprême né-
cessité que, dès ce moment, il n'y ait pas
plus d'indécis et de tièdes hors de l'Assem-
blée que dans l'Assemblée ; — que tout ci-
toyen qui croit le maintien de la République
funeste aux intérêts généraux et privés du
pays ; que tout Français qui regarde la mo-
narchie comme étant la seule institution ca-
pable de conjurer le retour de terribles ca-
tastrophes, affirme hautement ses convic-
tions, en donnant son appui moral et, au
besoin, matériel, à la représentation nation-
ale et à son gouvernement. »

Le Figaro accentue cet appel, et en ex-
plique la nécessité par des raisons de force
majeure, auxquelles il sera difficile à tout
homme de bon sens de résister :

« Aujourd'hui, il s'agit de changer d'atti-
tude ; il faut se montrer, il faut que chacun
arbore résolument sa cocarde radicale ou sa
cocarde française ; il faut se compter dans
le pays et dans l'Assemblée.

» Pour qu'il n'y ait ni tièdisme ni hésita-
tion dans cet élan auquel les citoyens hon-
nêtes se sentent entraînés, il faut qu'il n'y
ait ni tièdisme, ni hésitation dans l'Assem-
blée. Que tous les monarchistes passent à
droite, que tous les républicains et révolu-
tionnaires passent à gauche.

» Si, comme tous les symptômes observés
le font espérer, c'est la Monarchie qui sort
victorieuse de cette lutte, — et il faut que ce

soit, — on sait en quelles mains honnêtes
et loyales la France sera remise. Témoin
l'immense retentissement qu'a eu partout, et
dans le monde financier surtout, la lettre de
M^r le comte de Chambord que nous avons
publiée.

» Si, par un malheur que tous nos mal-
heurs précédents rendraient plus grand en-
core, la République triomphait, n'oublions
pas un seul instant que le pays est voué à
toutes les catastrophes : c'est l'Assemblée
dissoute violemment, c'est le maréchal de
Mac-Mahon renversé, c'est une dictature
monstrueuse en perspective. Il n'y a plus de
distinction subtile à faire, et plus la moi-
ndre illusion à conserver : Thiers, Gambetta,
Challemel-Lacour, c'est tout un.

» Avec Thiers noyé dans le radicalisme
et qui a oublié sa soi-disant République con-
servatrice ; avec Gambetta, avec Challemel-
Lacour, c'est le retour de Vermersch, de
Félix Pyat, de tous les gredins, c'est l'avè-
nement inévitable de la Commune, c'est le
réarmement de la garde nationale, c'est le
rappel dans la rue, c'est la guerre civile,
c'est le travail suspendu, l'industrie, le com-
merce arrêtés, c'est la ruine générale, et
sans doute aussi une nouvelle invasion.

» Réfléchissez, députés hésitants ; votre
retour tardif et vos regrets seraient impuis-
sants à empêcher le mal. Passez donc à
droite, franchement, résolument, pendant
qu'il en est temps.

» Réfléchissez, bourgeois, travailleurs
de toutes les conditions, industriels, com-
merçants, et vous aussi paysans. — Passez
à droite, et ne vous laissez pas mettre le pied
sur la nuque par ceux qui vous trompent et
vous exploitent. »

Chronique générale.

On lit dans le Monde :

Nous recevons d'Allemagne des informa-
tions de la plus haute importance. Celui qui
nous les transmet est parfaitement rensei-
gné. Il ne peut contenir son indignation à
la vue des menées perfides du chancelier
allemand, et il nous supplie de faire con-
naître à la France les dangers qui la mena-
cent :

« L'Allemagne, nous écrit-on, fait d'énor-
mes préparatifs de guerre, et les poursuit
avec une ardeur que rien ne saurait ralen-
tir.

» On affirme dans les cercles politiques
que l'Italie est chargée, comme en 1866, de
trouver à tout prix UN CASUS BELLI ; mais non
plus cette fois contre l'Autriche, mais contre
la France. Ce casus trouvé, l'Italie, quoi-
qu'elle n'ait ni armée ni marine, doit décl-
rer la guerre, dans laquelle elle sera immé-
diatement et effectivement soutenue par sa
puissante alliée. Cette guerre, sur l'issue
heureuse de laquelle l'Allemagne n'a pas le
moindre doute, vaudrait à l'Italie la repos-
session de la Savoie et de Nice, et à l'Allema-
gne l'annexion de la Franche-Comté, de la
Lorraine française et de la Champagne.

» L'Allemagne, devenue ainsi maîtresse
de l'Europe, reconstituerait l'empire de
Charles-Quint par la prise de la Belgique,
de la Hollande et de la Suisse. On prépare
dès à présent dans ces Etats les voies à l'an-
nexion allemande par les loges maçonniques,
agissant sur l'esprit des populations,
aux yeux desquelles on fait miroiter une
quantité d'avantages qu'elles retireraient de

leur adjonction à un aussi vaste empire libé-
ral. Depuis quinze jours, le chancelier a lâ-
ché une volée d'espions sur la France, la
Belgique, la Hollande et la Suisse. On en
évalue le nombre à plusieurs milliers. Ces
espions rendent chaque jour compte de
leurs observations.

» Qu'on sache bien en France que tous
les correspondants de la presse officieuse al-
lemande qui sont à Paris, à Lyon et ailleurs,
ne sont autre chose que des espions qui de-
vraient être surveillés de jour et de nuit.
Tous ces hommes sont patronnés par les lo-
ges maçonniques françaises, qui reçoivent le
mot d'ordre des grands chefs occultes et les
exécutent.

» Un grand nombre de ces espions sont
munis de papiers provenant des consulats
russe, américain, anglais et suisse. Au
moyen de ces papiers ils se font appuyer par
les ambassades, s'y font même passer pour
Russes, Anglais, Américains ou Suisses,
quand au fond ils ne sont que de vrais Alle-
mands. La police française doit les démas-
quer en exigeant les actes de naissance. Il
serait à souhaiter que le gouvernement fran-
çais ne se fit aucune illusion. Son ambas-
sadeur italien n'est pas à la hauteur de sa
mission.

» Nous pourrions ajouter autre chose,
mais nous nous en abstenons. Que la France
remplace M. Fournier aussitôt. Quant à M.
de Gontaut-Biron, on s'en défie à Berlin et
on fait l'impossible pour qu'il n'apprenne
rien. La France doit se hâter de sortir au
plus vite du provisoire.

» Qu'elle emploie incontinent tous ses
moyens et toutes ses ressources à préparer
ses armées, à produire un matériel de guerre
formidable et à se pourvoir de munitions,
car le danger est proche.

» Nous ajouterons en note qu'aussi long-
temps qu'il y aura des étrangers (des maçons
allemands) dans les provinces espagnoles
occupées par les armées de Don Carlos, tou-
tes les opérations et tous les plans des gé-
néraux du roi Charles VII seront livrés aux ré-
volutionnaires. M. de Bismark a un millier
d'espions dans les camps des royalistes es-
pagnols. »

Voilà les informations que nous avons
reçues ; nous les signalons au gouverne-
ment et à la presse conservatrice. Il importe
que l'on surveille les espions du chancelier
allemand et qu'on les expulse à mesure
qu'on les trouve. Nous savons par expé-
rience le mal qu'ils nous ont fait. Il ne s'a-
git pas de s'endormir dans une coupable sé-
curité quand nos ennemis épient toutes nos
démarches et nous tendent mille pièges pour
nous surprendre. Nous reviendrons sur les
causes de cette haine vouée à la France par
la Révolution, et nous dirons après-demain
comment nos radicaux sont les complices de
M. de Bismark pour l'anéantissement de la
patrie. En attendant, nous crions de toutes
nos forces : Sentinelles, veillez et prenez
garde à vous ! — Paul Morel.

Nous ne prenons pas la responsabilité de
tous les détails de la grave communication
qu'on vient de lire ; mais nous avons cru de
notre devoir de la reproduire avec les ré-
flexions dont notre confrère l'accompagne.
Ce n'est pas la première fois que nous par-
lons des projets allemands. Plusieurs don-
nées qui nous sont parvenues sont fort ana-
logues à celles que le Monde a, de son côté,
recueillies.

Le dernier conseil des ministres s'est tenu

samedi, comme à l'ordinaire, à la prési-
dence.

Commencé à neuf heures, il s'est terminé
à onze heures et demie. Il a été question,
croyons-nous, de l'attitude que prendrait le
gouvernement si la commission de perma-
nence venait à demander la réunion immé-
diate de l'Assemblée.

Rien ne fait d'ailleurs présager que la
commission se prononce dans ce sens.

* *

Il est question, depuis plusieurs jours,
d'une visite faite par plusieurs individus
chez différents armuriers de Paris, se disant
envoyés par l'autorité militaire pour connai-
tre quelles sont en ce moment les armes et
les provisions de poudre ou de munitions de
guerre qu'ils ont à leur disposition.

L'autorité militaire n'a délégué à personne
le droit de faire ces visites, et l'on nous an-
nonce qu'une enquête est commencée.

* *

On a beaucoup remarqué un récent arti-
cle du Bien public assez favorable à l'alliance
républico-bonapartiste et dont l'apparition
a coïncidé avec la rentrée de M. Thiers à
Paris. Quelques lignes du Moniteur universel
jettent certaine lumière sur ces compromis-
sions scandaleuses.

Notre confrère constate, en effet, qu'un
rapprochement très-imprévu s'est produit, il y
a quelques semaines, entre M. Thiers et un
membre de la famille napoléonienne qui n'est pas
le prince Napoléon.

Est-ce que M. Thiers serait aussi un des
suppôts de la funeste alliance ?

* *

La lettre suivante circule depuis plusieurs
jours dans Paris et se couvre de signatures.
Elle est adressée à M. l'amiral Saisset :

« Monsieur le député,

» Nous sommes au nombre des électeurs
qui ont voté pour vous le 8 février. Nous
vous avons nommé pour siéger à la gauche,
et pour voter avec la gauche. C'est aussi ce
que vous avez fait pendant les premiers
mois. Ensuite, vous êtes allé vous asseoir à
droite, et vous votez constamment avec la
droite.

» Nous ne vous en faisons pas un repro-
che. Nous comprenons qu'on puisse chan-
ger d'avis et de parti. Vous avez usé de votre
liberté et de votre droit.

» Mais vous devez comprendre aussi,
monsieur le député, que nous qui vous
avons nommé, nous n'avons plus de repré-
sentation, et que nous fournissons une voix
à nos adversaires : ce qui est contre le bon
sens et la justice, et ce qui est certainement
contre votre honneur.

» Si vous êtes, monsieur le député, un
galant homme, comme nous persistons à le
croire, nous comptons sur votre démission
immédiate.

» Nous avons l'honneur d'être, etc. »

(Suivent les signatures.)

* *

D'après nos renseignements particuliers,
un grand nombre de députés de la gauche
et du centre gauche se sont réunis samedi
soir, et ont pris d'importantes résolutions :
dans la lutte parlementaire qui se prépare,
les républicains ne seront pas surpris.

La question d'une alliance électorale, of-
ferte à tous ceux qui voteront contre la mo-
narchie, a été discutée et favorablement ac-

cueillie. Pour sortir de ce provisoire qui nous ruine et nous énerve, il faut fonder une République largement ouverte à tous, où tous les Français, sans distinction de passé et de parti, soient sûrs de trouver accès.

On est tombé d'accord aussi pour engager les électeurs républicains des départements à interpellier les députés douteux avant le retour de l'Assemblée, et à les mettre en demeure de se prononcer ouvertement entre la République et la Monarchie.

(Opinion nationale.)

*
**

Les préfets du Rhône, de l'Ain, des Côtes-du-Nord, de la Nièvre, de la Vienne, de la Sarthe, de la Haute-Vienne et des Deux-Sèvres, viennent d'interdire la vente sur la voie publique du journal le *Siècle*.

*
**

Nous empruntons à une correspondance du *Courrier de Bruxelles* les détails suivants sur l'histoire du pacte d'alliance proposé au parti bonapartiste par les radicaux de l'*Avenir national* et accepté par le prince Napoléon; ils montrent que la proposition, au lieu d'être inattendue, comme le dit la lettre du « César déclassé », avait été concertée entre lui et M. Portalis :

« Huit jours environ avant que le manifeste du prince Jérôme Napoléon parût, un ami du prince, ancien ministre de l'empire, est venu lui-même dans une réunion du comité bonapartiste, présidée par M. Rouher, proposer le pacte d'alliance comme une mesure politique nécessaire en face des menées des légitimistes, qui, disait-il, avaient trahi leurs alliés du 24 mai et confisqué le triomphe du parti conservateur sur M. Thiers au profit de la monarchie. Ces avances ont été repoussées par les principaux membres du comité, par M. Rouher d'abord, qui s'est élevé contre l'idée d'une pareille alliance, puis par M. le duc de Padoue, M. de Wagram, etc.

Le délégué du prince Napoléon insista en annonçant la résolution du prince de se prononcer publiquement dans le sens d'un pacte entre la démocratie et l'impérialisme. Les choses en restèrent là; mais huit jours après parut dans l'*Avenir national*, en réponse à la lettre de M. Portalis, le manifeste de Jérôme Napoléon.

Celui-ci, que la démarche de son ami auprès du comité n'avait pas rebuté, voulut faire insérer son *factum* dans l'*Ordre*, journal bonapartiste; il le fit porter aux bureaux du journal par un de ses secrétaires, M. Adelon, ancien secrétaire de M. Emile Ollivier.

Le conseil de rédaction de l'*Ordre* refusa l'insertion du document sans l'autorisation préalable de M. Rouher, et l'on envoya immédiatement quelqu'un à Cercey, où il se trouvait en villégiature; le messenger rapporta; écrite de la main de M. Rouher, la note de désaveu qui a paru dans l'*Ordre*.

*
**

M. le général Trochu publie ou va publier (nous n'avons pas vu encore la chose au moment où nous écrivons) un nouveau travail qu'il adresse aux membres de l'Assemblée nationale, et spécialement aux rapporteurs de la commission d'enquête politique, MM. Saint-Marc Girardin, Chaper et de Rainneville. L'ouvrage de M. Trochu est intitulé : *Pour la Vérité et pour la Justice*.

Le meilleur plaidoyer de M. Trochu pour lui-même serait son silence. Quand se décidera-t-il à le comprendre? Alors seulement, l'opinion publique pourrait être disposée à l'indulgence envers cette figure singulière, pleine de contradictions, faite de lumière et d'ombre, drapée dans de grandes phrases, sincère peut-être, car nous croyons que la première dupé du général Trochu, c'est lui-même.

Depuis le retour de l'ex-président de la République, c'est chez lui une interminable procession.

Voulez-vous des nouvelles du « général » La Cécilia?

La Cécilia est en ce moment à Liverpool, arrivant d'Amérique; d'où, paraît-il, il a été obligé de parler précipitamment, à la suite de petits démêlés avec la justice des Etats-Unis.

La Cécilia est accompagné de sa femme, magnifique personne auprès de laquelle il

a tout-à-fait l'air d'un singe en rupture de ménagerie.

AFFAIRE BAZAINE.

Les travaux d'aménagements ayant été terminés samedi, le duc d'Aumale s'est installé dès le jour même à Trianon.

Les généraux Ducrot, d'Aurelle de Paladines sont arrivés dimanche à Paris, pour assister à l'ouverture du procès Bazaine.

Un commissaire-adjoint va être placé, dit *Paris-Journal*, auprès de M. le général Pourcet, qui est extrêmement fatigué et ne pourra certainement pas remplir ses fonctions pendant tout le temps des débats.

La note suivante est adressée officieusement aux journaux :

« On doit rappeler aux journaux, à l'occasion de l'ouverture du procès de M. le maréchal Bazaine, la disposition de la loi du 27 juillet 1849, article 10, ainsi conçue :

« Il est interdit de publier les actes d'accusation et aucun acte de procédure criminelle, avant qu'ils aient été lus en séance publique, sous peine d'une amende de 100 à 2,000 francs. »

En vertu de cette disposition, les journaux ne pourront, sans tomber sous le coup de la loi, publier chaque jour que la partie de l'acte d'accusation qui aura été lue à l'audience. »

Nous trouvons très-juste qu'on applique la loi; mais nous demandons qu'on l'applique à tout le monde, et que les journaux étrangers, belges, suisses ou autres, n'aient pas le privilège d'entrer en France et d'y circuler avec des documents qu'il est interdit aux journaux français de donner.

L'INTERNATIONALE.

M. Bakounine, qui a été un des principaux chefs de l'Internationale, et dont la politique a été la destruction de la société, l'abolition de toute religion et la division des propriétés des riches entre les communistes, ayant été abreuvé d'insultes par ses coreligionnaires, vient, en désespéré, de donner sa démission de chef des internationalistes.

Dans une lettre qu'il a fait insérer dans le journal de Genève, il dit :

« Parmi mes ennemis les plus acharnés se trouve M. Marx, chef des communistes allemands. Ce juif m'a calomnié non-seulement dans ses discours, mais dans les brochures qu'il a publiées, et surtout à l'égard du congrès de La Haye. M. Marx est non-seulement un calomniateur, mais c'est un agent de la police. »

Les actes de M. Marx et d'autres membres du comité internationaliste m'ont tellement dégoûté que je suis résolu de quitter la vie politique et de rentrer dans la vie privée. J'en ai assez, j'ai maintenant plus de soixante ans, et j'ai passé la plus grande partie de ma vie à lutter contre la société actuelle. Que d'autres continuent la lutte, moi je suis fatigué! Dorénavant, je ne troublerai le repos de personne; que personne ne trouble le mien. »

Nouvelles militaires.

On a tiré au sort, dans les bureaux du ministère de la guerre, les numéros des trois compagnies qu'on détachera de chaque bataillon pour la formation des régiments nouveaux. Ce sont les 6^e, 5^e et 4^e des 1^{er}, 2^e et 3^e bataillons.

Comme cette formation sera effectuée d'ici au 20 octobre, il est vraisemblable que la plupart des régiments qui doivent changer de garnison n'arriveront dans les emplacements désignés que du 20 octobre au 1^{er} novembre.

Cependant certains mouvements de troupes sont déjà commencés. Le 36^e est parti de Paris pour Caen.

La seule bouche à feu de campagne adoptée jusqu'ici, et encore ne l'est-elle qu'à titre provisoire, est le canon de 5 en bronze, à gargousse métallique,

de l'invention du colonel de Reffye, et expérimenté à Tarbes.

Il est construit d'après le type du canon de 7 auquel il est bien supérieur en justesse et en portée. On emploie de la poudre en rondelles comprimées.

Plusieurs batteries de 5 doivent être construites et mises en état de service.

Quant au canon de 7, il est très-probable qu'il entrera dans la composition des batteries de réserve de campagne.

Le rapport officiel de M. Riant, de la commission des marchés, constate qu'il existe actuellement 1,104 pièces de ce dernier calibre.

Le colonel de Reffye a également inventé un affût en fer qui offre de grands avantages. Les anciens affûts en bois du canon de 7 ne serviront plus.

A Bourges, à Calais et à Paris, les études se poursuivent et ne tarderont pas à conduire à l'adoption d'un modèle définitif qui, vraisemblablement, sera en acier.

Si ces études, qui sont avec raison tenues secrètes, n'avancent pas autant que l'on puisse le désirer, il ne faut pas s'en étonner, les commissions ne s'occupant pas seulement de la bouche à feu, mais de ses nombreux accessoires. La question se complique aussi du choix de la poudre.

Chronique Locale et de l'Ouest.

Le versement de la prestation à faire par les engagés conditionnels d'un an, fixée à 4,500 fr., par l'arrêté ministériel du 7 décembre 1873, devra être effectué d'ici au 18 octobre (terme de rigueur).

Dimanche, dès le matin, X..., garçon de café, était en gâté, et remplissait si mal ses fonctions que son patron dut le renvoyer.

Une place perdue, ce n'était pas cela qui pouvait tourmenter notre jeune fou. Il passa joyeusement le reste de sa journée et rêva pour le soir un projet à sensation. Rendons-lui justice, il réussit assez bien.

A 8 heures, il se rendit sur la cale du quai de Limoges, épia le moment d'être vu et se précipita à demi déshabillé dans la Loire. Il faisait presque sombre, la lune étant cachée derrière d'épais nuages; on le perdit promptement de vue. Cependant, quelques promeneurs du pont Cessart le virent passer sous la seconde arche; il se laissait aller au courant qui l'emmenait au large.

Le quai Saint-Nicolas se couvrit de spectateurs vivement impressionnés; quelques personnes cherchèrent des barques, d'autres se mirent à l'eau pour lui porter secours. On l'atteignit, en effet: notre héros reposait sur une grève couverte de quelques centimètres d'eau, et quand il lui fut offert de monter dans le bateau, il se remit tranquillement à la nage.

Rassurés sur son sort et pleins de confiance dans son savoir en natation, ceux qui s'étaient dévoués pour lui revinrent au rivage et contèrent l'aventure.

A 10 heures et demie, X... avait, paraît-il, le sang suffisamment rafraîchi; il revint à terre à son tour, et pria un passant de vouloir bien lui faire apporter des vêtements.

Mais dame Police veillait sur chaque rive de la Loire et l'invita à venir expliquer comment il avait trouvé le... bouillon. Dieu veuille que ce bain froid lui rende pleine raison, et qu'il ne lui prenne plus fantaisie de mettre tout un quartier en émoi et d'abuser des hommes de dévouement.

On lit dans le *Journal de Maine-et-Loire*:

A propos de faux en écriture privée, voici un triste événement arrivé vendredi à Angers.

Depuis cinq semaines environ, Pilorge, Auguste, âgé de 27 ans, manoeuvre, faubourg Saint-Michel, fabriquait à son usage de faux bons de pain de 6 kilogrammes; une chiffonnière, sa maîtresse, qui demeurait avec lui, les faisait passer au préjudice de M. Rousseau, boulanger, rue Baudrière.

Pilorge faisait ses faux bons aux noms supposés de Carré, Poisson et Moulard; il les signait du nom de MM. Vallée et Pichon, entrepreneurs d'Angers, qui délivrent des bons de pain à leurs ouvriers.

Informée de ces faits, la police d'Angers arrêta vendredi matin la maîtresse de Pilorge, dans la boulangerie de M. Rousseau, au moment où elle voulait employer le quarante-cinquième faux bon de pain.

Le même jour, à trois heures, deux agents,

qui cherchaient Pilorge, l'aperçurent sur la place du Pélican, et le filèrent pour l'arrêter. Pilorge s'en aperçut, prit la fuite et s'engagea sur le champ de foire entre les deux douves du Port-Ayraut. Arrivé près de la Maine, se voyant pris, il se frappa de trois coups d'un couteau qu'il tenait à la main tout ouvert, et se lança dans la douve.

Retiré presque aussitôt par des marinières qui se trouvaient près de là, il succomba quelques instants après. Son cadavre a été transporté à l'amphithéâtre.

Pilorge avait déjà subi de nombreuses condamnations.

Un affreux accident vient d'arriver dans l'établissement des Petites-Sœurs des Pauvres de Laval.

Une sœur, qui était montée sur l'appui d'une fenêtre du second étage, pour faire glisser une jalousie, a perdu l'équilibre et est tombée sur le pavé de la cour. Elle s'est tuée sur le coup.

On annonce que ce n'est pas le 17^e dragons qui doit remplacer à Angers le 14^e cuirassiers, mais bien le 10^e cuirassiers actuellement en garnison à Saint-Maixent (Deux-Sèvres).

L'arrivée du 10^e cuirassiers et par conséquent le départ du 14^e sont prochains.

LA RÉCOLTE DU VIN.

Nous trouvons dans les journaux des départements les renseignements suivants sur les vendanges et sur les résultats probables que donnera cette année la récolte du vin :

Les travaux de la vendange sont activement menés dans tout le Midi. Le soleil, fort heureusement, s'est mis de la partie, et l'on travaille depuis huit jours avec un temps à souhait.

A Espalion, dans l'Aveyron, le raisin est mûr presque partout, et la récolte paraît devoir être assez abondante. Sous l'influence de la pluie, les grains ont considérablement grossi, et maintenant que le soleil est revenu, tout marche selon les désirs des vigneron.

Quant au grand vignoble du Bordelais, les informations prises dans le pays même sur le rendement de la récolte ne laissent pas que d'être contradictoires. En établissant une compensation entre le mauvais état des palluds et la bonne situation des côtes, nous croyons pouvoir affirmer que la récolte atteindra le tiers d'une année ordinaire.

Les vigneron comptent généralement sur une bonne qualité. On n'a jamais vu, paraît-il, les vignes envahies par autant de guêpes que cette année; il y en a des bandes innombrables. On en conclut que, pour les attirer ainsi, le raisin doit être d'une douceur exceptionnelle.

L'oïdium s'est fait gravement sentir cette année dans le Bordelais, et les vigneron qui ont mis de la négligence à souffrir leurs vignes ont éprouvé des pertes sensibles.

On a remarqué que l'oïdium s'est montré cette année plus tenace que d'habitude; il a fallu jusqu'à trois soufriages pour en avoir raison.

La vendange est entamée dans la Dordogne.

Dans les Charentes, on a aussi, sur quelques points, commencé à vendanger. Les dernières pluies ont activé la maturité et fait gonfler les raisins. La récolte sera supérieure à toutes les prévisions.

La Touraine, paraît-il, sera bien partagée cette année. Les vins rouges de Bourgueil, de Jougé, de Saint-Avertin, de Chinon, forment des ordinaires très-recherchés. Le Bourgueil est bouqueté comme les vins bourgeois du Bordelais; il a le mérite de se conserver longtemps.

Un pays voisin, le Blaisois, fera aussi une bonne vendange, en même temps qu'une partie de l'Orléanais.

Les nouvelles de la Champagne sont très-favorables. Le raisin a mûri dans d'excellentes conditions.

La vendange est commencée dans quelques villages de la Marne et dans les environs de Sézanne. Dans la montagne, la cueillette est fixée aux premiers jours de la semaine prochaine.

Le plus grand vignoble des environs de Paris, celui d'Argenteuil, est aussi dans de bonnes conditions. Le raisin a belle apparence et l'on compte commencer la vendange le 6 octobre.

